

# « Entre policiers et jeunes, la stratégie de l'escalade est un désastre »

Interview paru dans le quotidien [La Croix](#), lundi 31 août 2009

*Le sociologue Laurent Mucchielli plaide en faveur du principe de médiation pour apaiser les relations entre jeunes et policiers, qui font aujourd'hui l'objet d'une table ronde organisée par le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux*

**A Firminy en juillet, à Bagnolet, début août, des échauffourées ont opposé jeunes et policiers. Est-on face à une nouvelle dégradation de leurs relations? Comment en est-on arrivé là?**

Le constat d'un problème dans la relation entre la police nationale et la population est très ancien : on le trouve dans le rapport Peyrefitte en 1976 (première grande commission nationale à s'être penchée en détail sur les questions de sécurité). Mais il est vrai que la situation s'est détériorée ces dernières années. Pour plusieurs raisons.

Du côté de la police, il faut rappeler les conditions dans lesquelles elle a été organisée à la base. Grands commissariats en centre-ville, patrouilles en voiture, appels centralisés et policiers qui sont envoyés sur place lorsqu'on signale un incident, autrement dit qui arrivent toujours après la bataille. C'est le modèle opposé de la proximité où les policiers patrouillent à pied et sont présents sur le terrain pour connaître et anticiper. Ajoutons que le problème de la gestion du personnel. Au terme d'un recrutement national, on envoie souvent en première affectation de très jeunes policiers venus de province dans les quartiers les plus difficiles des grandes agglomérations. A l'inverse, les policiers expérimentés sont rares. Il y a donc un déficit d'encadrement et de transmission de l'expérience et de la connaissance du terrain.

**Et du côté des jeunes de banlieues ?**

Il faut d'abord rappeler que la population des cités-ghettos se sent exclue, humiliée par ses conditions de vie et stigmatisée par le reste de la société. Ensuite, le niveau de l'échec scolaire et du chômage chez les jeunes sont de véritables accélérateurs de délinquance et font aussi que de nombreux jeunes désœuvrés stationnent dans l'espace public. Ils sont ainsi à la fois les plus turbulents et les plus visibles, et ce sont eux qui concentrent des contrôles de police qui menacent à tout moment de dégénérer parce que personne ne veut sortir vaincu du rapport de force qui s'instaure. On a souvent l'impression d'avoir affaire à deux groupes de jeunes hommes qui sont enfermés dans un rapport de force viril et qui se diabolisent mutuellement. C'est un équilibre fragile et il suffit que l'une des parties hausse brutalement le ton pour déclencher le cercle vicieux de la violence, de la vengeance et des représailles.

**Quelle réponse politique est apportée à la question?**

L'idéologie actuelle des pouvoirs publics n'est pas la médiation et la recherche d'une sortie du conflit, mais au contraire la soumission par la force, au risque d'envenimer en permanence le conflit. A certains égards, la seule façon de faire la police aujourd'hui dans les quartiers difficiles c'est le maintien de l'ordre, en masse (pour évoquer des affaires très médiatisées, on se souvient par exemple des 1 000 policiers venus interpellier 30 suspects à Villiers-le-bel) et

avec des armes comme les flash-ball qui font beaucoup de dégâts. Cette stratégie de l'escalade est un désastre. Elle enferme les jeunes et les policiers dans le même piège, elle les envoie tous dans le mur.

### **Comment améliorer ces relations, restaurer la confiance entre jeunes et police?**

Ce devrait être une priorité de toutes les instances locales de partenariat concernées (notamment les CLSPD – Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance) que d'organiser une grande action médiation. Mais pour cela, il faut que les pouvoirs publics commencent par renoncer à voir la situation comme une guerre à gagner, qu'ils comprennent qu'il y a un conflit dont on peut sortir par la médiation qui permet à chacun de s'exprimer puis d'entendre le point de vue de l'autre, et s'accorder sur ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas. Les policiers doivent pouvoir faire leur travail de police à tout moment et dans des conditions acceptables. Mais les jeunes de cités ont droit au même respect que n'importe quelle autre catégorie de citoyens. Des expériences positives ont été réalisées localement, notamment par Charles Rojzman et Yazid Kherfi, notamment en région parisienne, à Nantes ou encore à Nîmes. Elles pourraient être généralisées.

*Recueilli par Claire HACHE*